

# Horizons et débats

AZA  
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## La guerre d'Obama en Afghanistan

par Albert A. Stahel

Au cours des neuf dernières années, *Bob Woodward*, lauréat de deux prix Pulitzer, dans ses ouvrages, régulièrement relaté les décisions du gouvernement *Bush* concernant les guerres en Afghanistan et en Irak. Il se fondait sur les informations du premier cercle des membres de l'équipe gouvernementale. Aussi attendait-on avec curiosité ce qu'il allait écrire sur les décisions de l'administration *Obama* concernant la guerre en Afghanistan. Il répond maintenant à cette attente avec son dernier livre *Obama's Wars* (New York, London, Toronto, Sydney, 2010).

Contrairement à ses développements sur les platitudes politiques du gouvernement *Bush*, *Woodward* évoque dans ce livre avant tout les discussions d'*Obama* avec son état-major et ses subordonnés sur la guerre en Afghanistan. Depuis la nomination du général *Stanley A. McChrystal* au poste de commandant en chef en Afghanistan, les discussions tournent essentiellement autour de l'effectif des troupes supplémentaires. Par exemple: doit-il être de 40 000 soldats – comme le demande le général – ou seulement de 20 000, souhait du vice-président *Joseph R. Biden*, ou faut-il peut-être adopter un compromis: 30 000 hommes? Quelle stratégie convient-il d'appliquer avec ces troupes supplémentaires. Peut-on vaincre les talibans à l'aide d'une stratégie de contre-insurrection? La guerre des Etats-Unis et de leurs alliés en Afghanistan doit-elle se limiter à la lutte contre les bases d'Al-Qaïda dans les zones tribales pakistanaises au moyen de drones et d'unités spéciales?

Les véritables adversaires dans ces discussions sont *Obama* et *McChrystal*. L'état-major d'*Obama*, dont font partie le général *James L. Jones*, conseiller à la sécurité, le chef du Pentagone *Robert M. Gates* et la ministre des Affaires étrangères *Hillary Clinton*, sert uniquement de toile de fond destinée à animer le processus décisionnel. Alors que *McChrystal* veut vraiment reconstruire l'Afghanistan et développer les forces armées afghanes avec l'aide de l'armée et de la police et que pour ce faire, il veut vaincre les talibans, *Obama* poursuit, avec les troupes supplémentaires de 30 000 hommes, des objectifs politiques et non pas militaires. En raison des difficultés financières où se trouvent les Etats-Unis, *Obama* voudrait mettre fin le plus vite possi-



«En raison des difficultés financières où se trouvent les Etats-Unis, *Obama* voudrait mettre fin le plus vite possible à l'aventure afghane. Il ne veut rien savoir d'une reconstruction du pays.» (photo Reuters)

ble à l'aventure afghane. Il ne veut rien savoir d'une reconstruction du pays. En l'espace de 2 ans, les forces armées afghanes doivent reprendre la responsabilité de la guerre et du pays. Pour cela, il suffit d'affaiblir les talibans. Le retrait partiel doit commencer au milieu de 2011. Les Etats-Unis ne peuvent pas continuer à financer cette guerre. *Obama* impose sa décision à ses généraux. Le figurant *Gates* n'a plus qu'à acquiescer et à transmettre la décision d'*Obama*.

Dans une vidéoconférence, *Obama* explique sa décision à *McChrystal*: il ne veut plus entendre parler de poursuite de la guerre et de contre-insurrection. Manifestement, *McChrystal* ne se montre pas suffisamment compréhensif. Peu après, il est révoqué.

Probablement que c'est là la raison de sa révocation et non pas ses déclarations dis-

cutables au magazine *Rolling Stone*. A juste titre, *Woodward* ne s'attarde pas sur cette interview. *McChrystal* est remplacé par le général *David H. Petraeus*, plus docile, qui quitte le Commandement central, ce qui le fait descendre d'un rang dans la hiérarchie militaire. Il lui appartient d'appliquer la décision d'*Obama*. C'est ainsi que se dessine un important «retrait» des troupes américaines régulières d'Afghanistan. Comme le cancer représenté par le Pakistan et Al-Qaïda subsiste, le remède de *Biden* atteindra son objectif. On intensifiera la guerre contre les zones tribales au moyen de drones et de commandos de tueurs, escalade qui est d'ailleurs déjà en cours.

Jusqu'à ce «retrait» prochain, les forces armées américaines perdront encore des soldats en Afghanistan. A la fin du «retrait», il

est tout à fait possible que les talibans reprennent le pouvoir dans le Sud et l'Est du pays. Le «retrait» changera la situation. Les Etats-Unis se débarrasseront de *Karzaï*, qu'ils soutenaient, ce dernier étant aujourd'hui impopulaire et pharmacodépendant.

A la fin du livre, on a l'impression que pour *Obama*, il ne s'agit plus seulement de cesser de jeter de l'argent dans le tonneau sans fond de l'Afghanistan. Il veut avant tout que son pays puisse sauver la face en Asie grâce à une pseudo-victoire et se tourner ensuite vers ses vrais problèmes géopolitiques, par exemple l'affrontement avec la Chine. *Machiavel* n'écrivait-il pas dans *Le Prince* qu'on ne doit jamais abandonner l'idée de la guerre, qu'il faut y penser encore plus en temps de paix qu'en temps de guerre? •

Source: [www.strategische-studien.com](http://www.strategische-studien.com), 18/10/10

### «Plan B: partition de facto de l'Afghanistan» ou: Réédition de la stratégie Kissinger

as. Le 13 septembre dernier, l'ambassadeur *Robert D. Blackwill*, senior fellow d'*Henry A. Kissinger* pour la politique étrangère, membre du *Council on Foreign Relations*, a présenté un exposé à l'*International Institute for Strategic Studies* de Londres au sujet de la partition de l'Afghanistan. Il a défendu la thèse du gouvernement *Obama* selon laquelle la stratégie de contre-insurrection était condamnée à l'échec.

Il a proposé comme autre solution la partition de fait de l'Afghanistan par les Etats-Unis et leurs alliés. Le Sud pachoune serait abandonné aux talibans. Grâce à leur Armée de l'air et à leurs Forces spéciales, les Américains, avec la collaboration de leurs alliés et de l'Armée afghane, libéreraient le Nord et l'Ouest des djihadistes et conserveraient ces territoires. Selon *Blackwill*, la partition de facto est la meilleure solution possible.

Elle correspond en outre aux intérêts politiques et à la politique intérieure des USA (*IJSS News*, septembre 2010, p. 14).

Depuis la publication du livre de *Bob Woodward* «*Obama's War*», il est clair que les Etats-Unis vont sortir du bourbier de la guerre d'Afghanistan à partir du milieu de 2011. Mais ce retrait ne doit pas nuire aux intérêts américains. Ce sont d'autres qui paieront la note. Manifestement, on assiste là à une réédition de la stratégie vietnamienne d'*Henry A. Kissinger*.

Le 13 décembre 1972, la délégation nord-vietnamienne et son allié le Viêt-cong quittèrent la table des négociations de Paris où l'on discutait de la fin de la guerre du Viêt-Nam. Le président américain de l'époque, *Richard Nixon*, sur le conseil de son ministre des Affaires étrangères *Kissinger*, fit, du 18 au 29 décembre 1972, bombardier Hanoi, capitale du Viêt-

Nam du Nord et son port Haiphong par 200 bombardiers B-52G. 15 000 tonnes de bombes furent larguées. Cette attaque avait pour objectif de forcer la délégation adverse à revenir à la table de négociations, et le but fut atteint. Le Viêt-Nam du Nord conclut le 23 janvier 1973 un accord avec les Etats-Unis qui permit à ceux-ci de retirer leurs troupes du Viêt Nam du Sud.

Ce n'est pas le gouvernement sud-vietnamien du président *Nguyen Van Thieu* mais la population du Viêt-Nam du Sud qui paya le prix de cet accord. En octobre 1973, *Kissinger* reçut, avec son adversaire nord-vietnamien *Le Duc Tho*, le prix Nobel de la Paix. En avril 1975, le Viêt-Nam du Sud et sa capitale Saigon furent envahis par les troupes nord-vietnamiennes et peu après le Sud fut réuni au Nord par la force. De nombreux Sud-Vietnamiens durent fuir leur pays.

Maintenant, ce sont avant tout des B-1B qui bombardent les bases des talibans en Afghanistan et leurs voies d'accès depuis le Pakistan. On cherche officiellement à forcer les chefs talibans à négocier avec le gouvernement *Karzaï*, ce qui devrait permettre le retrait des Etats-Unis et de leurs alliés sans nouvelles pertes.

A quoi va mener cette stratégie? Kaboul va-t-il subir le même sort que Saigon et être occupé par les talibans? Ce ne sont pas *Karzaï* et ses petits copains qui paieront la facture. La victime sera malheureusement la population qui a, au cours des dernières décennies, déjà beaucoup souffert des guerres, que ce soit dans le Sud en raison de l'oppression exercée par les talibans et les trafiquants de drogue ou au Nord à cause de la domination des seigneurs de la guerre.

Source: [www.strategische-studien.com](http://www.strategische-studien.com)  
du 18/10/10

# L'Union européenne ignore la bonne foi

## La peine de mort fait-elle son retour?

par Dietrich Antelmann

hd. L'article suivant nous vient d'Allemagne. Là-bas, beaucoup de personnes sont manifestement tout à fait conscientes de ce que l'UE n'est ni un projet de paix ni une structure axée sur les idées de liberté, d'Etat de droit et de démocratie. Et la majorité des Allemands préférerait sortir le plus vite possible de l'UE et passer d'une oligarchie des partis et d'un centralisme bureaucratique à une démocratie directe. On a peine à imaginer que certains veuillent faire l'inverse.

La peine de mort est-elle définitivement abolie en Allemagne, comme le stipule la *Loi fondamentale* ou va-t-elle faire son retour?

La *Loi fondamentale* permet aux soldats de tuer uniquement pour se défendre. Mais depuis la réunification, ce principe a été assoupli. Depuis, l'Allemagne participe activement à la lutte armée contre les «voyous», les «pirates», les «terroristes», les «islamistes»: elle ne se contente pas de les priver de leur pouvoir de nuisance, elle leur ôte la vie. Pendant la guerre en Yougoslavie, l'Armée de l'air a bombardé un pays non-aligné; maintenant, la Marine lutte contre les «pirates» au large de la Somalie et des troupes terrestres ont pris position en Afghanistan: l'*Unité des forces spéciales* (KSK) s'exerce à tuer de manière ciblée. D'autres cibles sont envisagées. Des soldats de la Bundeswehr sont en train d'apprendre le persan parlé en Iran, pays riche en pétrole.

Les intérêts que défend le pouvoir militaire n'ont pas fondamentalement changé depuis les guerres mondiales déclenchées par l'Allemagne au siècle passé. En 1940, dans un document du *Service géologique impérial*, on pouvait lire: «Il est absolument nécessaire de s'emparer des réserves pétrolières du Proche-Orient pour assurer l'approvisionnement de l'Europe.» En 1993, Klaus Naumann, inspecteur général de la Bundeswehr et promoteur des engagements militaires contrairement au droit international – «pour défendre les intérêts allemands» – déclarait de manière lapidaire: «Il existe au monde deux monnaies: le pouvoir économique et les moyens militaires pour l'imposer.» Quand quelqu'un nourrit à ce point imprégné des ambitions traditionnelles de grande puissance, il ne pense pas qu'il y a une troisième «monnaie», la raison économique, celle que pratique la Chine, par exemple,

dans ses accords commerciaux qui présentent des avantages pour les deux parties et respectent le droit international.

Ce qu'a déclaré Horst Köhler, de manière un peu alambiquée, au retour de son dernier voyage présidentiel en Afghanistan, n'avait rien d'extraordinaire; c'était depuis longtemps assez évident: «J'estime cependant que d'une manière générale, nous sommes en train, et avec nous toute la société, de comprendre qu'un pays de l'importance de l'Allemagne, avec sa conception du commerce extérieur et sa dépendance par rapport à cela, doit savoir qu'en cas de doute, et au besoin, les engagements militaires sont nécessaires pour sauvegarder nos intérêts, par exemple assurer la liberté des voies commerciales, par exemple empêcher des instabilités régionales qui réduiraient certainement nos chances en matière de commerce, d'emplois et de revenus.»

La transformation de la Bundeswehr d'une armée défensive destinée à la protection de la population en une armée soumise à l'économie et prête à intervenir dans le monde entier ne traduit pas toute la vérité. La Bundeswehr prévoit également d'intervenir à l'intérieur du pays dans un but dont les militaires et les politiques en charge de la Défense préfèrent ne pas parler, celui de protéger les riches et les grands groupes fraudeurs du fisc contre la population qui, elle, paie ses impôts. En effet, la peine de mort et le fait de tuer en cas d'«insurrection» et d'«émeute» permettent de se défendre efficacement contre une population qui n'est plus disposée à tout accepter.

Dans les «explications» relatives à la *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne* qui ont été formulées sous la présidence de la *Convention chargée de l'élaboration de la Charte* et actualisées sous la responsabilité de la présidence de la *Convention européenne*, on peut lire ceci à propos de l'article sur le «droit à la vie»: «La mort n'est pas considérée comme infligée en violation de cet article dans les cas où elle résulterait d'un recours à la force rendu absolument nécessaire [...] pour réprimer, conformément à la loi, une émeute ou une insurrection. [...] Un Etat peut prévoir dans sa législation la peine de mort pour des actes commis en temps de guerre ou de danger imminent de guerre [...]» Ces formulations «négatives»

doivent être considérées comme faisant partie de la *Charte*. Conformément au titre VII, art. 72 (7) du *Traité de Lisbonne*, les explications, rédigées pour faciliter l'interprétation de la *Charte*, doivent être dûment prises en compte par les tribunaux de l'Union européenne et les Etats membres. On constate ici une nette contradiction avec l'abolition de la peine de mort garantie à l'article 102 de la *Loi fondamentale* et avec le *Protocole n° 13 du 3 mai 2002 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances* (*Conseil de l'Europe*).

Pour tromper l'opinion, les explications sur la *Charte*, qui figuraient encore dans la version refusée du *Traité établissant une Loi fondamentale pour l'Europe*, ont disparu du *Traité de Lisbonne*. On les trouve dans le *Journal officiel de l'Union européenne* du 14 décembre 2007. L'ancien vice-président de la *Convention constituante de l'Union européenne* Giuliano Amato a déclaré, en juin 2007, que les chefs de gouvernement étaient tombés d'accord pour rendre le texte difficile à lire afin que les réformes fondamentales ne sautent pas aux yeux et que l'on évite la demande de référendum dans les Etats membres (communication de la députée européenne Sahra Wagenknecht dans le magazine *marx21* du 21 septembre 2007).

Dans la plainte déposée auprès de la *Cour constitutionnelle* allemande, par laquelle le député au Bundestag Peter Gauweiler (CSU) voulait faire constater que le *Traité de Lisbonne* était incompatible avec la Constitution allemande, son mandataire, le professeur Karl Albrecht Schachtschneider expliquait qu'«on peut voir des émeutes et des insurrections également dans certaines manifestations». Selon le *Traité de Lisbonne*, l'utilisation d'armes à feu mortelles dans de telles situations ne serait pas une violation du droit à la vie. En outre, les autorisations de l'*Union européenne* dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune suffiraient pour introduire la peine de mort dans l'intérêt de l'efficacité des missions ou de la défense. [Il s'agit ici de la liste de «missions» européennes conformément aux articles 42, 43 et 222 du *Traité de l'Union européenne*, nda] Si par exemple le *Conseil européen* faisait usage de l'autorisation de fixer des disposi-

tions d'application, ni le Parlement européen ni les parlements nationaux seraient impliqués.

La *Cour constitutionnelle* allemande a renoncé à examiner l'anticonstitutionnalité de ces droits de l'homme négatifs car, sinon, le *Traité de Lisbonne*, avec ses graves déficits démocratiques et le traitement de faveur accordé aux puissances financières et économiques, n'aurait plus été défendable. On a trouvé un artifice permettant de réduire un tant soit peu la mise à l'écart des parlements nationaux, c'est-à-dire une loi d'accompagnement européenne. Cette loi, maintenant promulguée, doit entre autres empêcher que le Conseil européen soit seul à décider d'un engagement de la Bundeswehr. Le représentant allemand au *Conseil européen* doit auparavant demander l'accord du Bundestag. Dans leur déclaration sur l'adoption du *Traité de Lisbonne*, les gouvernements des pays concernés ont, au point 17, insisté sur la primauté du droit communautaire, mais l'artifice a été efficace: La *Cour constitutionnelle* allemande a déclaré le *Traité* conforme à la *Loi fondamentale*.

Source: Ossietzky. *Zweiwochenschrift für Politik/Kultur/Wirtschaft*, n° 14/15 du 24/7/10, pp. 512-514

(Traduction Horizons et débats)

Courrier  des lecteurs

## Convention des Alpes: «Anschluss» à l'UE

Cela nous rappelle 1938. En tant que simple citoyen de la R.F.A., j'aimerais mettre en garde les Suisses. Tous les droits des citoyens suisses, dont nous sommes déjà privés en Allemagne, se perdent peu à peu en utilisant comme prétexte la région des Alpes. Soit la Suisse reste indépendante et ne se laisse pas dicter quoi que ce soit par l'étranger, soit l'intégration dans l'UE, que beaucoup ne veulent pas, sera rapidement scellée. Il ne faut pas s'engager dans de telles discussions, au contraire, il faut leur mettre en fin sans attendre.

Veronika Knapp, Güntersloh

# Les ombres projetées par la guerre

par Ursula Felber

La guerre en Irak est officiellement terminée. C'est ce que le gouvernement américain vient de déclarer. On est tenté de croire au retour à la vie normale, mais les terribles expériences faites pendant la guerre, la violence, les souffrances, marquent le présent. Nous ne pouvons guère imaginer ce que la guerre représente: les traces profondes qu'elle laisse dans les cœurs des hommes.

La guerre en Bosnie, qui a eu lieu dans les années 1990, a quitté la une des journaux depuis longtemps. Nous avons oublié ce qui s'est passé à l'époque, et les générations futures n'en sauront pas grand-chose. L'exposition *Bosna-Quilt*, visible dans divers endroits de Suisse, nous montre comment les femmes bosniaques ont survécu à la guerre et à l'après-guerre. En 1993, pendant cette guerre, la peintre Lucia Feinig-Giesinger a découvert la technique du patchwork. Elle et d'autres femmes bosniaques se sont réunies à l'atelier de patchwork du foyer pour immigrés du Vorarlberg. Aucune d'entre elles ne connaissait cette technique auparavant et elles ont pu la découvrir toutes ensemble. Le visiteur de l'exposition apprend des choses sur la guerre, la violence, les souffrances, les peurs. On ne peut même pas exprimer avec des mots ce qu'elles ont vécu. Elles traduisent leurs sentiments avec des couleurs, des dessins, des motifs. Ces œuvres d'art, créées à petits points d'aiguille ont apporté à ces femmes des moments de joie. Pendant l'exil,

leur travail n'a pas été seulement un gagne-pain mais une occupation leur permettant d'oublier le traumatisme de la guerre et de l'exode. Après la guerre, les femmes sont retournées dans leur ville de Gorazde où, par ce travail, elles soutiennent la population qui souffre encore des plaies infligées par les événements.

Lors d'une exposition à Berikon (AG), Iren Meier, correspondante d'alors pour les Balkans, a raconté ce qu'elle a vécu en Bosnie. Après le traité de Dayton, elle a rencontré à Sarajevo des personnes pour qui la guerre et l'après-guerre représentaient un défi énorme. Nous autres Occidentaux avons déploré cette guerre, il est vrai, mais de loin. Les hommes, les femmes et les enfants avaient à l'époque le sentiment d'être seuls. Iren Meier a observé, à bien des endroits, ce sentiment d'abandon. Ainsi, on l'a accueillie à Sarajevo en lui disant: «Nous ne pensions pas que vous étiez encore en vie.» Elle a eu aussi une rencontre qu'elle n'a jamais oubliée. Elle se rendait en taxi avec une Bosnienne vers la périphérie de Sarajevo pour voir la maison de cette femme. Aucune des deux ne savait pas ce qui les attendait. Arrivées non loin de la maison, elles ont observé des hommes qui emportaient tout le mobilier, les tableaux, la vaisselle – que la femme avait reçue en cadeau pour son mariage, 25 ans auparavant, ses vêtements! La journaliste s'attendait à ce que la Bosnienne éclate en sanglots. Pourtant elle est restée calme et

lui a expliqué: «Les hommes emportent mes affaires mais ce n'est pas du vol car ils n'ont rien eux-mêmes, ils ont également dû quitter leur foyer. Il n'y a à vrai dire pas de différence entre eux et moi.» Elle a demandé à ces hommes si elle pouvait aller chercher le portrait de son père et quelques documents. Elle a trouvé tous les papiers. Finalement, elle a offert du chocolat à la petite fille serbe. Une rencontre qui restera à jamais gravée dans sa mémoire, manifestation de la dignité humaine. Les guerres sont voulues. La guerre de Bosnie a également été planifiée à l'étranger et menée par des armées étrangères. Les hommes ne veulent pas la guerre. Pour finir, Iren Meier a dit que les Balkans, ce n'est pas loin de chez nous. L'Europe se resserre de plus en plus. La jeune génération porte en son cœur les expériences de la guerre. Elle s'est demandé comment les jeunes organiseront l'avenir.

Ensuite, Amina, une femme médecin bosnienne, qui avait 11 ans lorsque la guerre a éclaté, a évoqué les expériences qui l'ont marquée. Pendant trois ans et demi, elle a vécu sans eau ni électricité. Tous les jours elle se rendait à l'école, ce qui était très dangereux. Un jour, elle eut une idée subite: De l'autre côté de la rue, le soleil brillait. Elle changea de trottoir. Peu après, derrière elle, à l'ombre, une grenade a explosé. Elle pensa que c'était le destin. Elle aime se souvenir de l'époque qui précédait la guerre.

Sarajevo avait la réputation d'une ville où vivaient des hommes de toutes cultures, de toutes langues et de toutes religions, des Serbes, des Croates, des Bosniaques, et ils ne faisaient pas de distinction entre eux. Même pendant la guerre, Amina partageait son pain avec les Serbes. La guerre est une tragédie. A l'époque, c'était l'instinct de survie qui animait les hommes et après la guerre, il a fallu qu'ils réinventent leur vie. Amina, elle, avait toujours des sentiments de culpabilité parce qu'elle vivait et que d'autres mouraient. Elle est devenue médecin parce qu'elle voulait aider les gens. Aujourd'hui elle est fière d'avoir lutté pour sa dignité, pour le droit à la vie. Elle se demande pourtant si elle est nationaliste. Elle aime Sarajevo, son pays et elle lutte pour sa dignité. Quand elle se compare aux jeunes Occidentaux, elle n'a pas le sentiment d'avoir manqué quelque chose car elle a fait des expériences qui l'ont enrichie. Elle trouve que la guerre a fait reculer la Bosnie de 10 ans. Son pays manque encore de structures démocratiques. Elle souhaite retrouver un jour la société multiculturelle, l'égalité en droits de tous les groupes ethniques qui existaient avant la guerre.

Mais il y a beaucoup à faire. Les jeunes ne s'intéressent guère à la politique. Amina a conclu en demandant à ses auditeurs de ne pas avoir de préjugés à l'encontre des Bos-

Suite page 3

## Lettre ouverte à Tony Blair



Hans von Sponeck est un ancien adjoint du Secrétaire général des Nations Unies. Il a travaillé pendant plus de trente ans pour cette organisation. De 1998 à 2000, il a été le coordinateur humanitaire des Nations Unies pour l'Irak. Il a démissionné pour protester contre la politique de sanctions de l'ONU.

ef. Depuis début septembre, le livre «A Journey» («Un Voyage») de Tony Blair est dans le commerce. Dans ses Mémoires, il défend longuement sa décision de 2003 de partir en guerre contre l'Irak avec les Américains. En janvier déjà, devant la commission d'enquête sur la guerre en Irak, devant laquelle il a défendu durant plus de six heures la guerre d'Irak et où il n'a pas prononcé un mot de regret pour les innombrables femmes, hommes et enfants qui sont morts de mort violente depuis l'invasion de l'Irak, il maintient cette ligne de défense dans toute la partie médiane de son livre. En Angleterre de nombreuses protestations et manifestations ont eu lieu lors de la sortie du livre. Un Anglais sur quatre voit en Blair un criminel de guerre. Et les Anglais savent aussi bien que tout le monde que jusqu'à présent on n'a demandé de rendre des comptes ni à Tony Blair ni à un autre responsable, selon les principes de Nuremberg et selon les exigences de la conscience universelle.

Le comte Hans von Sponeck, qui dirigea à Bagdad, de 1998 à 2000 le programme des Nations Unies «Pétrole contre nourriture», a rapporté et analysé dans son livre «A different kind of war» de façon détaillée les conséquences désastreuses des sanctions imposées pour la population irakienne. Il réagit au livre de Tony Blair par une lettre ouverte que nous publions ci-après.

Sa lettre ouverte a déjà été publiée dans plusieurs médias anglophones, germanophones et arabophones.

Cher Monsieur Blair,

Vous ne me connaissez pas. Pourquoi le feriez-vous? Mais peut-être auriez-vous dû faire ma connaissance et celle d'autres collaborateurs des Nations Unies qui, alors en Irak, se donnaient du mal, lorsque vous entamiez votre politique irakienne. Dans vos Mémoires, les alinéas consacrés à l'Irak ont confirmé mes craintes. C'est l'histoire d'un

### «Les ombres projetées par la guerre»

suite de la page 2

niaques. La guerre en Irak est terminée, officiellement. Pour les hommes, c'est le retour à la «normale». Mais rien ne sera plus jamais comme avant. Ils gardent vivantes en eux les terribles expériences de la guerre, ils ont le sentiment d'être abandonnés, d'avoir été trompés. Ce sentiment restera à jamais profondément ancré dans leur cœur.

En Afghanistan, des attentats sont commis tous les jours. En Somalie, la guerre qui dure depuis deux décennies devient de plus en plus brutale. En Occident, nous nous indignons, mais à distance. N'oublions pas ceux qui vivent dans des régions en guerre. Rendons-leur leur dignité.

On peut visiter l'exposition à  
- Rapperswil du 29 octobre au 3 décembre  
- Feldkirch du 5 au 7 novembre

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site [www.bosnaquilt.at](http://www.bosnaquilt.at)

leader, mais pas celle d'un homme d'Etat. Vous auriez pourtant pu, même *a posteriori*, amener la vérité en plein jour. Au lieu de cela, vous répétez à l'envi tous les arguments connus, à savoir pourquoi les sanctions étaient ce qu'elles devaient être, pourquoi la peur de Saddam Hussein était plus forte que la crainte de franchir la ligne entre la politique de puissance et le souci des hommes et femmes, pourquoi l'Irak s'est finalement transformé en une poubelle pour êtres humains. Au lieu de cela, vous vous cramponnez au diktat de la libération de l'Irak de Bill Clinton de 1998 et à la détermination de George W. Bush de le réaliser.

Vous vous présentez comme quelqu'un qui voulait suivre la voie tracée par les Nations Unies. Je n'en suis pas si sûr. Est-il vraiment faux de dire que, si vous aviez vraiment cette intention, ce n'était que pour des raisons tactiques et justement pas parce que vous vouliez protéger le rôle de l'ONU, de juger seul de la justification des actions militaires? La liste est longue, très longue, de ceux qui refusent votre façon d'agir et celle de votre gouvernement, durant les treize ans de sanctions, de l'invasion et de l'occupation de l'Irak. Elle contient les noms de l'Unicef et d'autres agences des Nations Unies, de Care, Caritas, Médecins internationaux pour la prévention de la guerre nucléaire (International Physicians for the Prevention of Nuclear War IPPNW), du Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan, et de Nelson Mandela. Et n'oubliez pas les centaines de milliers de personnes qui sont descendues dans la rue en Grande-Bretagne et dans le monde entier pour protester contre votre politique. Sommes-nous tous des naïfs, victimes de la propagande chimérique d'un dictateur? Vous prétendez que les faits parlent pour vous et vos supporters – la «coalition des volontaires» comme vous les appelez. Vos remarques dédaigneuses sur Clare Short, une femme courageuse, qui pour protester démissionna en 2003 en tant que ministre de l'aide au développement, démontrent clairement qu'elle figure chez vous sur une autre liste. Vous invitez les adversaires de votre politique irakienne à faire une pause et à réfléchir. Je vous prie de faire exactement de même. Ceux parmi nous qui étaient en Irak ont vécu la misère et la souffrance que votre politique a causées. Les représentants des Nations Unies sur place n'étaient pas «accaparés par le régime du dictateur». Nous étions «accaparés» par le défi de combattre la souffrance humaine qu'une politique fondamentalement fautive que deux Etats avaient provoquée – celle de votre pays et celle des USA – et de la lâcheté de bien d'autres au Moyen-Orient, en Europe et ailleurs. Ces pays auraient pu faire la différence, mais ils en ont décidé autrement. Les faits parlent pour nous, pas pour vous.

Voici quelques-uns de ces faits. Si l'on avait accordé à Hans Blix, le contrôleur d'armes des Nations Unies, les trois mois qu'il demandait, vos plans auraient peut-être été contrariés. Vous-même et George W. Bush avez craint cela. Si vous aviez respecté le droit international, vous n'auriez, en 1998 lors de l'opération *desert fox*, jamais osé autoriser les attaques à partir des deux zones d'interdiction de vol. Ces attaques devaient prétendument protéger de Saddam Hussein les Kurdes au Nord et les Chiites au Sud, mais elles ont tué des civils et détruit des installations civiles et ont finalement servi de préparation à la guerre projetée.

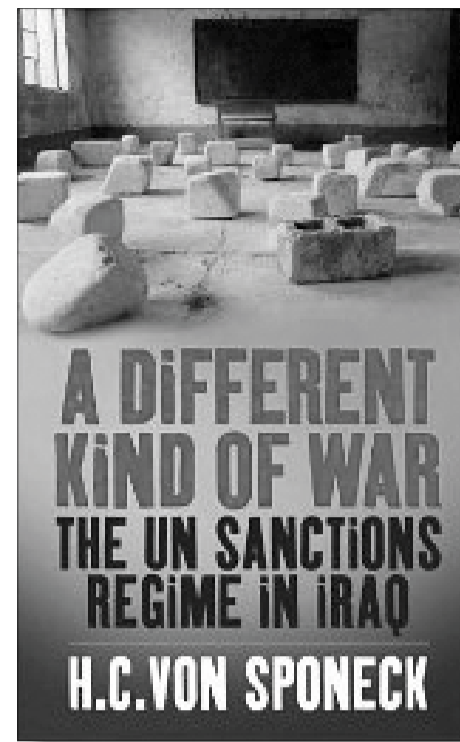
Je sais que nos rapports de Bagdad concernant les destructions causées par ces attaques ont déclenché beaucoup de colère au siège du gouvernement de Whitehall. Lors d'un entretien que j'ai eu en 2004 avec Robin Cook, votre ministre des Affaires étrangères de l'époque, j'ai appris qu'au sein même de votre cabinet de sérieuses réserves furent émises contre vos intentions. La résolution 688 de 1991 a attribué le pouvoir au Secrétaire général des Nations Unies – et à personne d'autre – de protéger les droits et les besoins des gens. Elle ne constituait pas une justification aux zones d'interdiction de vol. Par son acceptation de la résolution 688, le gouvernement britannique s'engageait en fait à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak.

J'étais tous les jours témoin de ce que vous et deux gouvernements US manigancèrent pour l'Irak: un régime de sanctions dur et sans pitié qui punissait les fausses personnes. Vos conseillers ont dû vous dire que votre politique avait pour conséquence qu'un Irakien devait se contenter de pauvres 51 cents par jour pour vivre. Vous avouez que 60% des Irakiens dépendaient totalement des importations que les sanctions permettaient. Mais dans votre livre, vous ne racontez nulle part que votre gouvernement et celui des USA bloquaient et retardaient régulièrement d'immenses livraisons qui étaient nécessaires à la survie des gens. Au milieu de l'année 2002, des biens d'une valeur de plus de 5 milliards de dollars furent retenus. Pas un seul pays membre du comité des sanctions des Nations Unies n'a soutenu votre politique. Les archives des Nations Unies regorgent de ces preuves. J'ai vu l'effondrement du système d'éducation irakien, qui autrefois faisait la fierté du pays. Et les conditions du système de santé étaient tout aussi désespérées. En 1999 il n'y avait dans ce pays plus qu'un seul appareil de rayons X en état de marche. Des maladies oubliées depuis longtemps se répandaient à nouveau en Irak.

Vous refusez d'avouer que vous et votre politique aurait quoi que ce soit à voir avec la crise humanitaire en Irak. Vous argumentez même que le gouvernement irakien était seul responsable de la mortalité infantile des moins de cinq ans, qui à l'époque était une des plus fortes au monde. Je vous en prie: lisez les rapports de l'Unicef, lisez ce que l'Américaine Carol Bellamy, qui à l'époque présidait cet organisme, écrivit à ce sujet au Conseil de sécurité. Pas un seul collaborateur de l'ONU qui s'occupait sur place de cette crise ne partagerait votre point de vue «que l'Irak était libre d'acheter autant de nourriture et de médicaments» que le gouvernement de Saddam permettait. J'aimerais qu'il en fût ainsi. En juillet dernier, un diplomate qui représentait alors la Grande-Bretagne dans le comité des sanctions des Nations Unies quand j'étais à Bagdad, a dit: «Les fonctionnaires et les ministres britanniques connaissent très précisément les conséquences négatives des sanctions. Mais ils préféraient accuser le régime de Saddam d'être incapable d'appliquer le programme *Pétrole contre nourriture*».

Aucune personne ayant toute sa tête ne défendra la manière de manier les droits de l'homme de Saddam Hussein. Votre critique à cet égard est parfaitement justifiée. Mais vous vous bornez à cette partie de l'épouvantable histoire. Vous citez Max van der Stoep, l'ancien ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas et chargé extraordinaire pour les droits de l'homme en Irak à l'époque où j'y étais, lorsqu'il condamne le mépris des droits de l'homme par Saddam. Mais vous passez à dessein sous silence trois faits utiles: van der Stoep n'avait plus mis les pieds en Irak depuis 1991 et il s'appuyait sur des rapports de seconde main; son mandat se limitait à l'appréciation des violations des droits de l'homme par le gouvernement irakien et excluait donc des rapports donnant d'autres raisons, par exemple les sanctions. Son successeur Andreas Mavromatis, ancien ministre des Affaires étrangères de Chypre, reconnu immédiatement le caractère partisan de ce mandat des Nations Unies et il étendit le cadre de ses rapports aux sanctions, comme étant un problème essentiel des droits de l'homme. Ce fut une correction très importante.

Dans votre livre, vous ne mentionnez même pas Celso Amorim, le ministre des affaires étrangères brésilien, qui était alors le représentant permanent de son pays aux Nations Unies. Peut-être parce qu'il était un des rares diplomates qui essayait, contre toutes les tentatives de désinformation, d'établir la vérité sur les conditions déplorables dans l'Irak de la fin des années 90? Quand Amorim présida le Conseil de sécurité, il exigea une nouvelle évaluation de la situation humanitaire. Ses conclusions furent incontestables. «Même si l'ensemble de la misère en Irak ne peut être attribué à des facteurs externes, particulièrement aux sanctions, les Irakiens ne souffriraient pas d'un pareil manque sans les mesures du Conseil de sécurité et les conséquences de la guerre».



ISBN 978-1845452223

Hasmy Agam, l'ambassadeur de Malaisie auprès des Nations Unies, fit les remarques suivantes à ce sujet: «Quelle ironie que précisément la politique qui doit priver l'Irak de ses armes de destruction massive soit devenue elle-même une arme de destruction massive». Le Secrétaire général lui-même fit des remarques très critiques sur la situation humanitaire en Irak. Lorsque je publiai mes réserves dans un article de journal, votre ministre Hain répondit ce que le monde pouvait entendre venant toujours de Londres et Washington: Tout cela est la faute à Saddam. Hain était votre allié loyal. Lui et d'autres membres du gouvernement britannique m'ont catalogué comme subjectif, trahissant mon mandat, pas à la hauteur de ma tâche. James Rubin, alors porte-parole du ministère américain des Affaires étrangères, l'a formulé ainsi: «Cet homme à Bagdad est payé pour travailler, pas pour parler!»

Denis Halliday, mon prédécesseur à Bagdad et moi-même fûmes plusieurs fois empêchés de nous exprimer devant le Conseil de sécurité. Une fois la Grande-Bretagne et les USA adressèrent une lettre commune au Secrétaire général dans laquelle ils insistaient pour dire que nous n'avions pas suffisamment d'expérience avec les sanctions et que par conséquent nous ne pouvions en rien contribuer au débat. Ils avaient peur des faits.

Nous vivons des temps difficiles et vous avez contribué à les rendre telles. La structure de la sécurité internationale est sérieusement affaiblie, le Conseil de sécurité a échoué à résoudre les crises de façon pacifique et il existe une monstrueuse morale double dans les débats de savoir dans quelle direction notre monde devrait s'engager. Un ancien Premier ministre britannique – «un grand, politicien de rang mondial et pas seulement un leader de son pays» comme vous vous décrivez vous-même dans votre livre, ne devrait en fait pas avoir le temps pour des *talk-shows* à la télé. Vous en avez décidé autrement. J'ai vu le show – et c'était bien un show. Vous vous sentiez manifestement mal à l'aise. Tout ce que vous et votre compagnon d'armes Bush avez planifié pour l'Irak a échoué, à la seule exception d'avoir fait tomber Saddam. Découragé et lâchement, vous avez préféré parler dans ce *talk-show* de l'Iran comme nouvelle menace.

Que vous aimiez entendre cela ou non, vous avez sacrifié les Nations Unies et la voie de la diplomatie sur l'autel d'une alliance égoïste avec le gouvernement Bush. C'est là l'héritage de votre politique irakienne. Vous avouez dans votre livre que «ici ou là, quelques erreurs ont été commises». Dans un passage, vous écrivez que «les services secrets se sont trompés et nous aurions dû nous en excuser – et je l'ai effectivement fait». Le pilier central de vos arguments en faveur d'une invasion de l'Irak s'effondre et vous traitez cela comme une note de bas de page. Votre refus de simplement reconnaître les faits est une raison pour laquelle les «hommes de bonne volonté» sont pareillement bouleversés et persistent à exiger qu'on vous demande de rendre des comptes.

(Traduction Horizons et débats)

Allemagne

## Davantage d'humanisme au lieu de l'économisme et d'une campagne électorale

par Karl Müller

Lorsque *Martin Neff*, chef du département de l'économie du *Crédit Suisse*, a déclaré fin juillet lors d'une conférence, que sa corporation s'était fondée pendant 20 ans sur de mauvais modèles, notamment celui l'«*homo œconomicus*», qui tient trop peu compte de la nature humaine, nombreux ont été ses auditeurs qui ont souhaité que cette façon de voir fasse le tour du monde financier et que la crise, qui nous a menés au bord du gouffre, déclenche un retour en arrière.

Malheureusement, il suffit de jeter un coup d'œil sur les pages économiques des quotidiens pour comprendre que ce n'est pas encore le cas, mais que, bien au contraire, on continue dans les sphères dominantes de vouloir à tout prix faire de gros profits, leurs cerveaux étant plombés.

Ce que la «*Neue Zürcher Zeitung*» a rapporté des conclusions d'un rapport sur les analyses actuelles des conséquences des projets de politique monétaire de la Banque centrale américaine (FED) et d'autres banques d'émission rejoint les avertissements de *Joseph Stiglitz* et d'autres experts. (cf. *Horizons et débats* n° 40 du 18 octobre)

«De plus en plus de personnes mettent en garde contre le relâchement continu de la politique monétaire par les banques centrales des États-Unis, du Japon, de la Grande-Bretagne et finalement de la zone euro [...] qui pourrait déclencher une crise profonde du système monétaire. [...] Selon eux, le dollar et d'autres monnaies pourraient s'effondrer.

L'économie réelle ne reçoit que peu de cette masse d'argent; ce sont les Trésors publics qui en profitent, de même que l'économie financière et les spéculateurs. Même la «*Neue Zürcher Zeitung*» du 14 octobre écrit «qu'on joue avec le feu» et que les victimes seront, une fois de plus, les populations.

### Les responsables de la crise financière n'ont pas eu à répondre de leurs actes

Ces jeux criminels de la haute finance ne sont nés ni spontanément ni d'une situation de crise. Tant *Joseph Stiglitz* que *Nouriel Roubini* en ont beaucoup parlé. En mai dernier le film documentaire «*Inside Job*» de *Charles Ferguson* a mis en lumière les dessous de la crise financière mondiale. *Ferguson* a interrogé de nombreuses personnes impliquées dans cette crise. Selon le «*Financial Times Deutschland*» du 17 mai, lors de la première du film au festival de Cannes, il aurait acquis la conviction que la plupart de ses interlocuteurs savaient parfaitement à quel jeu dangereux, mais payant, ils jouaient sur les marchés financiers.

Quasiment personne n'a dû répondre de ses actes. Bien au contraire. Nombreux sont ceux qui, ayant provoqué ce séisme dans le système financier mondial, sont toujours en place – même au niveau gouvernemental. Par exemple *Larry Summers*, jusqu'il y a peu aux États-Unis (conseiller du Président américain), ou *Jörg Asmussen* en Allemagne (secrétaire d'État au ministère fédéral des Finances). *Ferguson* qualifie encore le gouvernement Obama de «gouvernement de Wall Street». Quant aux décisions de l'UE concernant la Grèce et d'autres candidats à hauts risques, elles sont surtout favorables à la haute finance.

### Economisme allemand, politique allemande et manœuvres dilatoires allemandes

Cependant la crise a fait croire que le système de pouvoir mondial avait subi un échec et que cela ouvrirait la porte à un renouveau. On assiste effectivement à des réflexions stratégiques, voire à des surprises. Les services secrets reprennent du poil de la bête et on peut s'attendre à de nouvelles surprises. Le gouvernement allemand s'appuie – dans la pure tradition de l'Empire – sur sa force économique pour asseoir son pouvoir et procède à des sondages un peu partout dans le monde.

Mais on se garde bien de poser la question de savoir comment les Allemands souhaitent vivre.

On préfère la diversion. Par exemple on se demande comment est mené le débat sur l'immigration et l'intégration. Ils sont nombreux, y compris le Président fédéral, à rappeler l'importance inéluctable de l'immigration et la nécessité de se serrer les coudes. Mais qu'est-ce qui assure la cohésion d'un pays? Cette question ne reçoit que de maigres réponses. Il est inacceptable de réduire le problème de l'immigration et de l'intégration aux futurs besoins de main-d'œuvre. C'est une façon très allemande de s'en tenir à la vision économiste. Sans compter qu'on se heurte à un tabou quand on veut évoquer les causes culturelles du développement démographique des 45 dernières années et ce qu'il faudrait faire pour le modifier de manière responsable.

Il n'est pas certain que supprimer l'évocation de Dieu dans la Constitution – comme le suggèrent certains dans le débat sur l'intégration – et donner à cette Constitution un tour résolument laïque, soit d'un grand secours.

Même les réponses traditionnelles ne sont pas sans poser de nouvelles questions dans le monde d'aujourd'hui. Que faut-il faire pour que les populations qui vivent dans un État, comme l'Allemagne, prennent conscience qu'elles sont composées de citoyens et de citoyennes qui doivent résoudre ensemble des problèmes, des différends, voire des conflits de façon pacifique, sans violence? Est-ce que le «patriotisme constitutionnel», dont il est si souvent question, la maîtrise de la langue allemande et la demande sur le marché du travail peuvent suffire? Ou faut-il que tous ceux qui vivent ou veulent vivre en Allemagne fassent plus, beaucoup plus, aussi en guise de préparation pour les générations à venir?

Il semble bien qu'on ne souhaite pas ce genre de réflexion. C'est ce qu'on peut remarquer en lisant l'argument de «mise à mort», avancé par la *Friedrich-Ebert-Stiftung*, proche du parti socialiste, dans sa dernière étude, à la suite du débat lancé par le livre de *Thilo Sarrazin*, intitulée «Le centre en crise. Positions d'extrême-droite dans l'Allemagne de 2010». Elle met en garde contre le fait que de plus en plus d'Allemands, y compris au centre, adoptent une pensée d'extrême-droite, le tout reposant sur des questions douteuses. La «*Frankfurter Allgemeine Zeitung*» du 14 octobre a mis le doigt sur la plaie: «Dans les sondages ce sont les questions et non les réponses qui peuvent inquiéter. En demandant si on souhaite un «chef» capable d'agir pour le bien de tous en régnant de façon autoritaire, il ne faut pas s'étonner que plus de 13% des personnes interrogées répondent posi-

vement. L'expression «pour le bien de tous» se serait appliquée à *Winston Churchill* pendant la Seconde Guerre mondiale, et aussi à *Charles de Gaulle* lors de la crise algérienne. Si la question avait été posée correctement, dans un sens historique: «un chef qui, avec son parti et ses sections d'assaut aurait terrorisé la population», le pourcentage aurait été réduit, mais les têtes savantes n'auraient plus eu d'ennemi.»

### La redistribution, la compréhension et la réconciliation feraient mieux l'affaire qu'une campagne électorale

*Ezard Reuter*, ancien président du conseil d'administration de *Daimler-Benz*, personnalité éminente, fils du très réputé maire de Berlin de l'après-guerre, vient de publier un nouveau livre souvent cité et intitulé «L'heure des hypocrites. Comment les gestionnaires et les politiciens se moquent de nous. Polémique.» On ne peut qu'approuver une grande partie des idées exprimées ici sur les conséquences de la crise financière de ces dernières années et de ses répercussions. Mais à la fin de son livre, dans l'antépénultième et l'avant-dernier chapitres, il révèle que toutes les hypocrisies énumérées dans le livre n'ont qu'une origine: la volonté des gens d'être des bourgeois.

Il s'en prend avec vigueur aux deux siècles passés, menant sa polémique contre «les artisans établis», «les familles d'entrepreneurs qui ont réussi», «les secrétaires d'État fiables», «les pharmaciennes établies». Selon lui, tout ce monde souffrait d'une arrogance intellectuelle [...], qui donnait le frisson. On a affaire au «bourgeois» dans le mauvais sens du terme, mais pas au citoyen. Le bourgeois est un «sujet», selon *Heinrich Mann*. Il est coupable d'injustice sociale. Ce n'est que dans les premières années après la Seconde Guerre mondiale que la République fédérale allemande fut vraiment une république des citoyens. Ce n'est qu'après la fin du gouvernement socialiste de *Helmut Schmidt* qu'est apparue à nouveau la volonté d'être des bourgeois en Allemagne. Les bourgeois, ce sont «les millions d'investisseurs du monde entier qui veulent participer lorsque la roulette du casino des marchés financiers distribue ses dons bienvenus et fait en sorte qu'on puisse s'enrichir sans effort.»

Les partis gouvernementaux actuels sont du côté des bourgeois et de leur conception de la vie. Mais, Monsieur Reuter, est-ce la solution? Peut-on espérer mieux d'une campagne électorale en faveur du SPD, dont vous êtes membre? A mon avis, ce n'est pas une campagne électorale, pour quelque parti que



Vue du Rhin prise depuis le Rocher du dragon près de Königswinter. «Reconnaître la dignité humaine exige que l'on s'engage sur d'autres voies: arguments solides, volonté de redistribution, compréhension, réconciliation, plus d'humanisme afin de placer l'être humain au centre des préoccupations, d'assurer un espace suffisant à tout ceux qui vivent dans le pays et de ne pas utiliser les gens comme un moyen pour atteindre un but. C'est ainsi que l'on trouvera des solutions aux problèmes de l'heure.» (photo caro)

ce soit, qui peut améliorer les choses. «L'honnêteté que nous dicte notre conscience» (Reuter), exige autre chose qu'une lutte des classes. L'histoire allemande des deux siècles passés regorge de telles luttes, mais aussi de leurs victimes. Chacun doit maintenant réfléchir au passé de manière critique.

Pourquoi maintenant cette attaque contre le monde bourgeois? Même en admettant que le sens «bourgeois» s'est perdu pendant les années de prospérité et les deux décennies de néolibéralisme – avec ses dérégulations et la mondialisation – ce n'est pas là qu'il faut chercher les causes de la crise financière. Alors pourquoi maintenant? A un moment où la haute finance et ses spéculateurs ne semblent pas comprendre la menace et que la prochaine crise se prépare?

A-t-on déjà oublié que les marchés des capitaux ont été dérégulés par les gouvernements socialistes?

Reconnaître la dignité humaine exige que l'on s'engage sur d'autres voies: arguments solides, volonté de redistribution, compréhension, réconciliation, plus d'humanisme afin de placer l'être humain au centre des préoccupations, d'assurer un espace suffisant à tout ceux qui vivent dans le pays et de ne pas utiliser les gens comme un moyen pour atteindre un but. C'est ainsi que l'on trouvera des solutions aux problèmes de l'heure. •

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier  
Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch  
Internet: www.horizons-et-debats.ch  
CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Autriche

## Il est temps de se libérer (du génie génétique)

par Klaus Faißner\*

Même s'il est réjouissant qu'on ait enfin lancé le débat quant au marquage des produits animaux contenant des OGM, ce sont des faits et des actes clairs au lieu de belles paroles dont nous avons besoin. Ensemble nous allons libérer l'Autriche du génie génétique.

93% des Autrichiennes et des Autrichiens ne veulent pas d'OGM dans leur assiette.<sup>1</sup> En 1997, plus de 1,2 million de citoyens se sont prononcés en faveur de l'interdiction du génie génétique – aucun plébiscite hors-partis n'a jusqu'à présent obtenu autant de soutien. Mais qu'en est-il du débat ouvert par le ministre de la Santé Alois Stöger concernant le marquage de produits animaux?

Profitions de l'occasion pour clarifier les points principaux de la discussion et d'exprimer des revendications claires.

### Les faits

- Suite à l'opposition massive de la population, on n'a encore jamais (au moins officiellement) cultivé de plantes génétiquement modifiées en Autriche.
- Mais: chaque année, des milliers de tonnes de soja génétiquement modifié (soja GM) servent à l'alimentation animale (avant tout aux porcs et aux poules). En 2009, ce furent exactement 500 000 tonnes ou 95% du soja qui ont servi à nourrir des animaux.<sup>2</sup> Mais il y a assez de soja conventionnel sur le marché mondial pour couvrir le besoin entier en nourriture animale de l'UE.
- En d'autres termes, presque tous les Autrichiens mangent à contre-cœur de la «viande GM» (ou des «œufs GM») – sauf ceux qui n'utilisent que des produits biologiques ou marqués «garantis sans OGM». Car on peut déceler dans les produits animaux des parties de plantes GM qui ont été utilisées comme nourriture pour ces animaux.<sup>3</sup> Ainsi nous ne mettons pas seulement en danger notre santé<sup>4</sup>, mais nous soutenons également l'industrie du génie génétique.<sup>5</sup>
- Bien qu'on ne cultive pas de plantes génétiquement modifiées en Autriche, on peut nourrir les animaux avec 24 (!) différents OGM. Ce sont à côté du soja GM (3 espèces) le maïs GM (18 espèces), le colza GM, la betterave sucrière GM et la pomme de terre GM (1 espèce par sorte). On peut y ajouter 6 espèces de coton GM qu'on a également admis en tant que nourriture animale. On ne sait pas, si ces plantes génétiquement modifiées sont déjà arrivées en Autriche et si oui, on ne connaît pas les quantités.<sup>6</sup>
- En Autriche, on donne à manger aux animaux de telles quantités gigantesques de soja GM uniquement parce qu'on n'a pas besoin de les déclarer. Il existe déjà un marquage facultatif;<sup>7</sup> un sceau étatique supplémentaire, comme le ministre Stöger le propose, ne changerait donc rien à la situation.
- La réglementation obligatoire concernant les OGM, valable dans tous les pays de



Le modèle de la Suisse: Elle n'a pas seulement réalisé l'interdiction de toute production commerciale d'OGM, mais elle a aussi banni le soja GM de la liste des fourrages importés: 99,99% des fourrages importés ne contiennent pas d'OGM. (photo thk)

l'UE, est scandaleuse: Les produits animaux sont exceptés et il n'est pas nécessaire de déclarer une pollution OGM jusqu'à 0,9% – depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, c'est aussi le cas pour les produits bios et garantis sans OGM.<sup>8</sup> Là, il faut faire marche arrière.

- L'Autriche officielle se défend contre un marquage des produits animaux pour tous les pays de l'UE! Selon la ministre allemande de l'Agriculture, Ilse Aigner (CSU), le gouvernement allemand, qui soutient le génie génétique(!), se trouve seul avec sa revendication d'un tel marquage.<sup>9</sup> Les ministres Stöger (SPÖ) et Berlakovich (ÖVP) sont responsables des questions concernant le génie génétique.
- Le modèle de la Suisse: Elle n'a pas seulement réalisé l'interdiction de toute production commerciale d'OGM, mais elle a aussi banni le soja GM de la liste des fourrages importés: 99,99% des fourrages importés ne contiennent pas d'OGM.<sup>10</sup> Trois facteurs ont rendu cela possible: La souveraineté, la démocratie directe (c'est-à-dire que les citoyens peuvent exiger des votations populaires quand ils le désirent) et la conscience des gens de la préciosité des denrées alimentaires. Neutres, libres, sans OGM et autonomes – voilà des revendications valables pour nous autres aussi!<sup>11</sup>

### Activités

- Achetez, notamment s'il s'agit de viande et d'œufs, des produits biologiques ou marqués «garantis sans OGM». Le meilleur produit pour le plus petit prix n'existe pas.

- Imprimez les coupons «Bioniere»<sup>12</sup> annexés (recto et verso), remplissez-les et déposez-les auprès du patron de la succursale de votre supermarché. Si des centaines et des milliers de clients revendiquent de la volaille sans OGM, le commerce ne tardera pas à réagir!

- Confrontez les décideurs avec les faits. Ce sont les actions qui comptent, pas les belles paroles. Présentez-leur, à chaque occasion, l'article premier de la Constitution fédérale autrichienne: «L'Autriche est une République démocratique. Son droit émane du peuple».<sup>13</sup>
- Réfléchissons à la revendication d'un plébiscite au sujet d'une interdiction des OGM – 32 ans après Zwentendorf, il serait grand temps de créer une «loi anti-OGM» comparable à la «loi anti-nucléaire», ne pensez-vous pas?

### Revendications

- Réalisation prompte du plébiscite sur le génie génétique de 1997 ce qui correspondrait à l'interdiction générale des OGM en Autriche – même si la justice (ou l'injustice) de l'OMC et de l'UE ne le permet pas. Cela veut dire:
- Pas de produits OGM dans nos assiettes (pas non plus par le biais des fourrages!)
- Pas de brevets sur la vie
- Pas d'OGM dans nos champs (cette revendication est probablement déjà réalisée).
- Si ces revendications ne sont pas possibles, il est inévitable, pour la protection de nos bases vitales, de quitter l'UE.

- En plus il faut obtenir le soutien de l'Allemagne en matière de marquage des produits animaux sur tout le territoire de l'UE.

(Traduction Horizons et débats)

<sup>1</sup> [www.lebensministerium.at/article/articlevue/82475/?SectionIDOverride=110](http://www.lebensministerium.at/article/articlevue/82475/?SectionIDOverride=110)

<sup>2</sup> Données du ministère de l'agriculture autrichienne publiées dans: top agrar Österreich 10/2010, [www.topagrar.at](http://www.topagrar.at)

<sup>3</sup> [pressetext.com/news/100819001/gentech-pflanzen-verseuchen-milch-und-tiere/?phrase=gentechnik](http://pressetext.com/news/100819001/gentech-pflanzen-verseuchen-milch-und-tiere/?phrase=gentechnik)

<sup>4</sup> Selon l'étude de la scientifique russe Irina Ermakova 55,6% des jeunes rats, dont les mères avaient mangé du soja GM pendant la grossesse, sont morts. Chez des groupes de référence le taux s'élevait à 7 et 9%. Pour de plus amples informations consultez l'ouvrage de Klaus Faißner «Wirbelsturm und Flächenbrand. Das Ende der Gentechnik»

<sup>5</sup> [www.regnum.ru/english/526651.html](http://www.regnum.ru/english/526651.html). En outre, une nouvelle étude démontre la nocivité de l'insecticide Roundup utilisé pour le soja et le colza GM etc.; [www.keine-gentechnik.de/news-gentechnik/news/de/22576.html](http://www.keine-gentechnik.de/news-gentechnik/news/de/22576.html)

<sup>6</sup> Klaus Faißner «Wirbelsturm und Flächenbrand» [www.gentechnikverbot.at](http://www.gentechnikverbot.at)

<sup>7</sup> [www.gentechnikfrei.at/](http://www.gentechnikfrei.at/)

<sup>8</sup> Klaus Faißner «Wirbelsturm und Flächenbrand. Das Ende der Gentechnik»

<sup>9</sup> [www.topagrar.at/home/index.php?option=com\\_content&task=view&id=2010&Itemid=17;www.bild.de/BILD/politik/2010/07/18/ilse-aigner/landwirtschaftsministerin-sagt-womit-wir-wegen-hitze-rechnen-muessen.html](http://www.topagrar.at/home/index.php?option=com_content&task=view&id=2010&Itemid=17;www.bild.de/BILD/politik/2010/07/18/ilse-aigner/landwirtschaftsministerin-sagt-womit-wir-wegen-hitze-rechnen-muessen.html)

<sup>10</sup> voir: [www.gentechnologie.ch/pdfs/Import\\_2007.pdf](http://www.gentechnologie.ch/pdfs/Import_2007.pdf)

<sup>11</sup> Formulaire en vue du plébiscite «Hors de l'UE» sous: [www.webinformation.at/material/Unterstützungserklärung\\_direkte\\_Demokratie.pdf](http://www.webinformation.at/material/Unterstützungserklärung_direkte_Demokratie.pdf)

<sup>12</sup> [www.bioniere.org/PDFs/Gentech-frei%20Gefluegel%203%20Abschnitte.pdf](http://www.bioniere.org/PDFs/Gentech-frei%20Gefluegel%203%20Abschnitte.pdf)

<sup>13</sup> [www.wienerzeitung.at/linkmap/recht/verfassung1.htm](http://www.wienerzeitung.at/linkmap/recht/verfassung1.htm)



### Saviez-vous que

- la volaille normale est élevée avec de la nourriture contaminée par des OGM?
- le poison de ces OGM n'est pas éliminé dans l'estomac des animaux (A. Moser, professeur d'université) et termine donc dans votre assiette?
- d'année en année 550 000 tonnes de soja génétiquement modifié sont importées en Autriche?

- des plantations de soja génétiquement modifiés, utilisé pour l'alimentation animale, éradiquent de plus en plus les forêts équatoriales?
  - la volaille nourrie sans OGM ne coûterait que quelques centimes de plus?
- Nous, les citoyens, décidons de ce qui doit se trouver dans nos rayons! Heureusement, ce sont finalement nous, les citoyens, qui déterminons ce qui est pro-

duit et ce qui se trouve dans les rayons des supermarchés. C'est pour cela que nous devrions, avant tout lors de l'achat de volaille, nous assurer que celle-ci ait été nourrie biologiquement ou qu'elle porte le label «garantis sans OGM». Nous boycotterons la «volaille GM», jusqu'à ce que le commerce réagisse!

Nous vous prions de compléter le talon ci-dessous et de le déposer lors de vos prochains achats à la caisse de votre supermarché!

### Question à la direction du supermarché: de la volaille sans OGM

Je vous prie de m'informer quand je pourrais acheter de la volaille sans OGM chez vous.

Ma famille est prête à débours ces quelques centimes supplémentaires pour préserver les forêts équatoriales et notre santé.

nom et prénom

rue et numéro

adresse E-mail

code postal / lieu

# Réflexions sur la faim et la sécurité alimentaire

## A l'occasion de l'exposition «Die Welt im Topf» au musée Rosgarten de Constance

par Urs Knoblauch, Fruthwilen

L'exposition spéciale remarquable «Die Welt im Topf – kleine Kulturgeschichte der Küche am Bodensee» [Le monde dans une marmite – petite histoire culturelle de la cuisine dans la région du lac de Constance] au musée Rosgarten de Constance, présente une thématique actuelle et importante. Elle incite à la réflexion sur la consommation, la faim et la sécurité alimentaire dans notre monde. Elle attire le regard vers l'importance de l'agriculture, des économies nationales saines et vers nos habitudes alimentaires.

L'exposition remarquablement bien installée pour les familles et les adolescents nous donne des aperçus précieux de l'origine et la préparation des aliments des alentours du lac de Constance et des pays qui l'entourent, la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche, mais aussi des influences interrégionales. Tobias Engelsing, directeur des musées communaux de la ville de Constance et curateur de l'exposition, historien et auteur du catalogue, écrit: «Sur les voies internationales du commerce parcourant la région du lac de Constance a été importé, depuis les ports européens d'outremer et par les cols alpins, tout ce qui était en vogue ailleurs dans le domaine culinaire: des épices, du sucre, du chocolat, du café, des fruits exotiques, des nouilles, du riz, des vins et beaucoup d'autres choses. Depuis la Réformation, la région du lac de Constance est devenue une terre d'immigration mouvementée à partir des pays de la monarchie autrichienne. Des régents prévoyants y ont installé depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle des réfugiés et des migrants travailleurs de la Suisse et de la France révolutionnaire. Ainsi sont arrivés au bord du lac de Constance des maîtres-cuisiniers de France, des cuisinières bohémiennes, des vendeurs de marrons de Slovénie, des marchands de salamis italiens, et ils ont apporté leurs recettes et leurs secrets de cuisine.»

Dans cette exposition richement documentée et dans le catalogue, des relations historiques et culinaires multiples se révèlent. A part des ustensiles de cuisine du temps de nos

grand-mères (qui sont d'ailleurs toujours très bien utilisables), des cubes de bouillon historiques de Maggi, des paquets de soupe à l'avoine, des auto-cuiseurs et de vieilles affiches de l'«Exposition suisse pour l'agriculture, l'exploitation forestière et le jardinage» en 1900 à Frauenfeld ou du cépage «Müller-Thurgau», le tourisme naissant, les nouveaux moyens de transport et l'hôtellerie avec ses cures de petit-lait, ses tables exclusives et les menus riches sont présentés dans l'exposition et le catalogue.

Les vieux livres de recettes, écrits par des cuisinières et des ménagères, sont particulièrement intéressants. Un trésor et une culture riche d'un savoir qui découle de l'expérience pratique. Dans ces vieux livres de cuisine l'on apprend aussi des choses sur le quotidien qu'on oublie trop facilement de nos jours. «L'abatage, le découpage, plumer et préparer, étaient des étapes d'un quotidien dans la cuisine sans frigidaire et sans glace.» Le plus important c'était toujours de travailler de façon économique. L'homme des Lumières et théologien réformé J. A. Pupikofler constate: «Le Thurgovien a l'habitude d'une nourriture solide.» Au catalogue s'ajoute aussi un petit livret de recettes issues de recettes familiales et de vieux livres de cuisine de l'ancien chef-cuisinier du Château de Wolfsberg à Ermatingen (CH).

A part les nombreux textes historiques intéressants, les illustrations et les ustensiles de cuisine, les mets et différentes cultures de table, le catalogue et l'exposition bien fréquentée (prolongée jusqu'au 30 décembre) nous incitent à la réflexion sur l'agriculture et nos habitudes alimentaires. Comment est-ce que cela s'est passé chez nous, dans la famille, dans la commune, au village, en ville dans le canton ou bien dans le Land? Beaucoup d'aspects géographiques, historiques culturels et humains ont pu être éclairés. Quelques aspects de la thématique seront exposés dans cet article.

### Apprendre à penser historiquement

Ce qui est précieux dans l'exposition, c'est qu'elle dirige le regard vers l'histoire. Le

visiteur est incité à se rappeler l'époque de ses grands-parents et de ses ancêtres dans laquelle la plupart de la population était composée de paysans, où il y avait encore plus d'exploitations paysannes et pas encore de frigidaire ni d'entreprises de logistique ni d'aliments du monde entier.

Ainsi une représentation montre l'offre au marché pendant le Concile de Constance en 1414. Dans un récit du moine saint-gallois Ekkehard IV sur les habitudes de table au monastère de l'an 1000, le lecteur ou le visiteur apprend: «Les petits oiseaux capturés au collets ne nuisent à personne» et «pour mille petits poissons cuits» le moine demande la bénédiction de Dieu. Le poisson joue un rôle central dans la région du lac de Constance, mais il a aussi une signification symbolique dans la religion chrétienne avec le pain, le vin et l'huile. Les moines de Saint-Gall vivaient sans viande pendant 140 à 160 jours par an et ils ont développé une riche variété de mets de poissons. Le jus de fruits thurgovien faisait partie de leur table ainsi que le vin. La célèbre «Mosterei» (presseur pour le cidre) Möhl d'Arbon montre des bouteilles de cidre historiques et des ustensiles. Elle fait partie des nombreux sponsors de l'exposition. Dans le jardin du monastère on a planté du chou, du poireau, de l'ail, du melon, des courges, des petits pois, des lentilles et de la laitue, la salade de l'époque. Le lait, le fromage, le miel et des gâteaux faisaient aussi partie du menu. «Il faut boire du lait de chèvre cru», parce qu'il est très sain, recommande Ekkehard qui est décédé en 1036 et a laissé un livre «Casus monasterii Galli» avec beaucoup d'anecdotes. Les monastères des Bénédictins étaient aussi connus pour leurs riches jardins d'herbes aromatiques et d'épices qui étaient utilisées pour l'alimentation aussi bien que pour la médecine.

Il vaut la peine, de jeter un regard sur les règles simples de l'ordre de Benoît de Nursie sur le Mont Cassin et la vie laborieuse, méditative et culturellement très riche de la communauté du couvent. Une règle de vie très importante: «Etre généreux dans les petites choses, mais veiller sévèrement à donner à la vie harmonie et précaution.» Benoît n'aimait pas les sanctions drastiques pour des fautes qui étaient habituelles alors et non plus la prière excessive et des ruminations excitées derrière les murs du monastère. «Il a proposé un modèle d'harmonie se composant du service spirituel pour la communauté des moines, de travaux manuels réguliers et d'une vie matériellement modeste.»

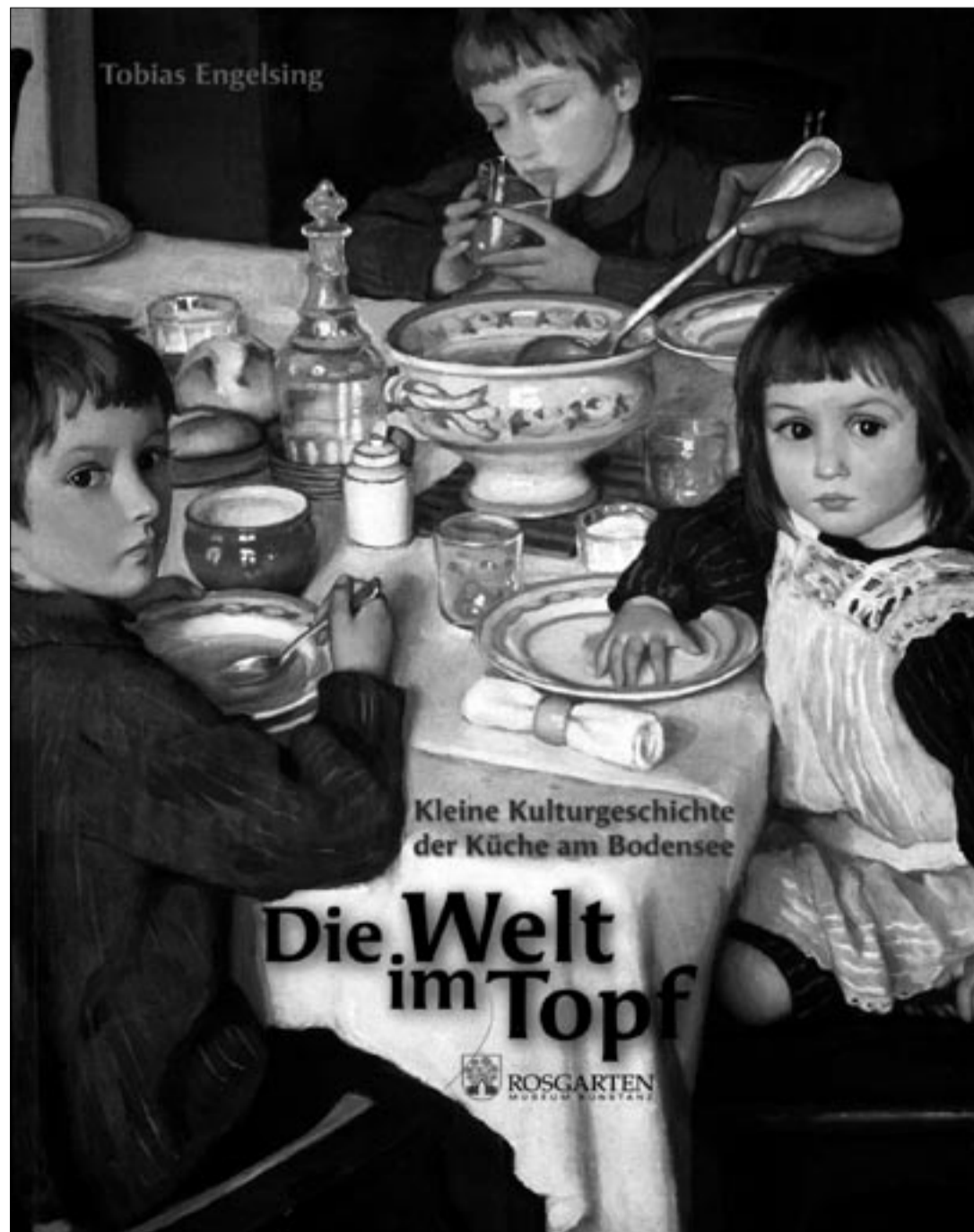
En savoir un peu plus de cette conception de vie, la lecture ou une visite dans l'église d'un monastère serait certainement salutaire en nos jours d'indifférence et de surconsommation. Beaucoup de ces mœurs de table monastiques ont aussi été la coutume des citoyens des villes moyenâgeuses de la région du lac de Constance. «Les baies de la région, fraîches ou en confiture et marmelade, arrivaient depuis les forêts et les jardins dans les marchés des villes autour du lac de Constance.» Mais on y trouvait aussi une grande pauvreté.

### Les bienfaits de la paix, des Lumières, des sociétés de lecture et de la pomme de terre

Une grande partie de l'exposition et du catalogue attire l'attention de manière impressionnante sur les grandes famines. 1816 était une année spécialement dure, il a plu pendant 122 jours et neigé pendant 35 jours. La population était affamée par de longues années de pressions, de destructions, de pillages des guerres napoléoniennes. La renaissance de l'industrie du textile dans la région du lac de Constance, et surtout dans les cantons de Suisse orientale, a donné un nouvel espoir. C'est uniquement par les grands efforts communs de quelques personnes responsables, des scientifiques, des églises et avant tout des paysans, que la faim a pu être vaincue par la culture de la pomme de terre.

Des milliers ont quand même dû quitter leur patrie à cause de la faim, «en Europe ont commencé les grands mouvements d'émigrations». Il n'y avait pas assez de nourriture et de possibilités d'existence: «Entre 1750 et 1800, la population du continent européen a passé de 50 millions à 180 millions d'habitants. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, on en était déjà à 266 millions. Des cercles scientifiques ont jugé nécessaire, face à ce développement, de stabiliser l'agriculture qui ne donnait alors que peu de rendement, peu variée et vulnérable, par des réformes sur des bases scientifiques.» Ce fut donc une bénédiction que l'époque des Lumières, de pair avec les idéaux chrétiens, aient de nouveau mis au centre la raison, la recherche scientifique et les efforts sociaux pour la liberté, la fraternité et l'égalité sans le régime féodal et en direction de la démocratie. «A cette époque, des hommes éclairés aux idées de réformes, des élites citadines ont fondé des sociétés d'agriculture et d'économie. A côté de nombreuses sociétés de formation et de lecture, des académies et des sociétés de réforme, ces «patriotes économiques» se sont voués tout spécialement à la réforme de l'agriculture. Sans être freinés dans leur ardeur par des seigneurs féodaux, des hauts fonctionnaires, des pasteurs, des commerçants, des médecins et des fabricants se sont mis à fonder de telles associations dans tout le pays: En 1746 a été créée à Zurich la «Physikalische Gesellschaft» qui s'est changée plus tard en «Naturforschende Gesellschaft» avec sa «commission économique», orientée vers l'agriculture. En 1759, à Berne, a été fondée, inspirée par le «Café littéraire» du réfugié italien Felice, la «Oekonomische Gesellschaft». Au début des années 1760, des groupes semblables se sont formés à Fribourg, Bâle, Soleure, Bienne et aux Grisons. En 1767 est apparue la «Reformierte togenburgische Moralische Gesellschaft» [Société morale réformée du Toggenbourg]. Dans ses rangs on trouve le paysan, ouvrier textile et écrivain Ulrich Bräker, connu par son roman autobiographique «Le pauvre homme du Toggenbourg.»

Avec l'influence du philosophe français Jean-Jaques Rousseau, la vie naturelle à la campagne a pris plus de valeur face à la vie dans les milieux citadins, ce qui a renforcé la paysannerie. Mais les élites citadines et les fabricants émergents ont essayé d'élargir leurs privilèges et ont propagé l'idée des réformistes de planter davantage de pommes de terre, de céréales et de légumes, cependant avec l'intention d'assurer l'ancien ordre des taxes avec la dîme des paysans pour les seigneurs des villes. Mais les «patriotes économiques» zurichoises ont quand même atteint un succès décisif avec leur engagement pour la pomme de terre. «Ce tubercule venant du Pérou, de la Bolivie et du Nord du Chili, importé dans la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle en Espagne, Irlande et Angleterre, n'a été connu jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle presque uniquement que comme plante médicinale ou comme plante de décoration dans les jardins des princes.» En Suisse, en peu d'endroits uniquement, des essais de culture de la pomme de terre furent entrepris. Ulrich Bräker se rappelle la première culture dans sa jeunesse à la fin des années 1730 et plusieurs sources en témoignent: «En 1740, Johann Ludwig Meyer de Knonau/Weinigen dans le canton de Zurich a fait les premiers essais de culture et il a propagé, aussi comme membre de la commission économique, la construction de machines à pommes de terre, avec laquelle on pouvait faire de la farine panifiable à partir de pommes de terre séchées.» Il comptait parmi les pionniers de la culture bénéfique de la pomme de terre, tout comme Hans Blarer de Wartensee avec son domaine agricole près de Oberegglingen, le maire Johann Conrad Heidegger et le paysan modèle Jakob Gujer, connu sous le nom de «Kleinjogg». Car dans les années terribles de la famine de 1770/71 «les propositions des économistes zurichoises autour de



## «Réflexions sur la faim ...»

suite de la page 6

leur président, médecin de la ville *Hans Caspar Hirzel*, sont tombées dans une terre fertile. Ainsi les couches de population pauvres et sans terre ont eu la possibilité de s'assurer contre la famine en cultivant la pomme de terre dans leur jardin. «Avec des exposés théoriques pour les intellectuels sachant lire, des discussions avec les paysans et par des concours bien rémunérés, les théoriciens et réformistes citadins ont essayé de convaincre la population campagnarde des bienfaits de cette culture des champs inconnue.»

A part la culture de la pomme de terre, les «patriotes économiques» ont aussi fait de la propagande pour la culture de trèfle et l'alimentation du bétail à l'écurie en été. Pendant les années de famines en 1770/71, la pomme de terre s'est répandue dans toute l'Europe, mais à peine la famine surmontée, ce tubercule magnifique, qui peut être préparé de diverses manières, a été dévalorisé et présenté comme met des pauvres. Les gros paysans n'aimaient pas cette concurrence à la culture lucrative du blé. Les réformistes citadins se voyaient confrontés ainsi à toute une série d'adversaires et de dangers spéculatifs à propos du tubercule. Mais la vérité, la raison et l'information se sont fait jour: «L'un des propagandistes éloquentes pour la pomme de terre était le pasteur réformé *David Trachsel* de Trüllikon. Pendant l'année de famine de 1770, il a essayé de convaincre ses compatriotes du nouveau légume des champs. Dans son livre de propagande il a créé pour des paysans riches et pauvres des menus parmi lesquels on trouve entre autre la préparation de la pomme de terre simplement «bouillie» avec du sel, la salade de pommes de terre avec du vinaigre et de l'huile et le pâté de pomme de terre aristocratique.» Il a eu du succès pendant l'année de crise de 1770, également dans les cantons de Thurgovie, Saint-Gall et Schaffhouse. «Un des premiers cultivateurs de pomme de terre à l'ouest du lac de Constance aurait été le patricien saint-gallois *Zollikofer* qui a introduit le nouveau fruit des champs en 1760 au-dessus d'Ermatingen. Dans une chronique de Saint-Gall on peut lire à la fin de la famine: «La pomme de terre, à peine estimée comme fourrage pour les bêtes» a quand même eu une «reconnaissance méritée à travers l'épreuve de la misère».

Pendant la Seconde Guerre mondiale, également, en temps de détresse, avec l'élargisse-

ment de la culture de la pomme de terre et le «Plan Wahlen» dans toute la Suisse, la population a pu être ravitaillée suffisamment. Malgré une nourriture rationnée, on a même pu aider les enfants victimes de la guerre qui avaient faim. Cet effort humanitaire impressionnant, trop peu connu, de la population suisse et de la *Croix-Rouge* est passé sous silence par les «historiens du Rapport Bergier». Au-delà du lac, dans les villes et villages allemands, on a organisé la «Schweizerspeisung»: en bateaux des enfants allemands ont été amenés en Suisse pour pouvoir reprendre des forces. Des photographies et des documents montrent ces faits dans l'exposition, ainsi que le travail de recherche précieux et les publications de l'historien allemand *Bernd Haunfelder*.

## Retour à la simplicité et à l'économie individuelle et nationale saine

C'est avec le travail infatigable des paysans, des associations, des professions et avec les soins et la responsabilité des communes, des cantons et de la Confédération ainsi que de personnalités individuelles et les progrès de la science et de la technique d'élaboration, des églises et de la solidarité de la population qu'il a été possible de produire une nourriture saine pour tout le monde. Une nourriture simple comme la pomme de terre, une soupe, du lait, du jus de pomme, du pain, du fromage, de la salade, des légumes ou des pommes deviennent de ce point de vue très précieux. L'aperçu des menus des gens pauvres ou aisés du XIX<sup>e</sup> siècle nous fait réaliser avec quelle folie nous nous comportons aujourd'hui, quant à la nourriture et aux montages de dettes. Dans beaucoup de pays au

monde, les gens souffrent de la faim et meurent, bien que l'humanité soit capable de les nourrir tous.

Les prix hauts ou bas souvent manipulés, sujets aux intempéries ou aux mauvaises récoltes, les aliments qui se raréfient comme le blé ou le maïs, cotés en bourse et qui ne sont plus accessibles aux paysans dans les pays pauvres, jettent une lumière crue sur l'urgence de cette thématique. La dépendance grandissante des pays d'importations et la baisse constante du nombre des exploitations agricoles sont très alarmantes. Pour cette raison, le *Rapport sur l'agriculture mondiale* de 2008 de l'ONU, du FAO, de la Banque mondiale et de l'Unesco représente une grande bénédiction. Il est possible, avec des petites et moyennes exploitations agricoles, mais aussi avec de grandes entreprises honnêtes et des réformes, de créer dans le monde entier un approvisionnement autonome et des marchés régionaux, et de les augmenter de telle sorte que personne ne doive avoir faim, qu'il y ait du travail pour tout le monde et que les quartiers de misère disparaissent dans les métropoles. De petites exploitations familiales et

des coopératives villageoises pourraient ainsi créer une vie digne et construire des écoles, des installations sanitaires et des infrastructures simples. Les expériences du DDC du CICR et de la coopération moderne pour le développement le confirment.

L'exposition et le catalogue peuvent être recommandés de tout cœur, pour de grandes familles, des écoles et des adolescents. On peut y apprendre des choses importantes sur les grands-parents et les ancêtres. Que nous ayons en Suisse encore la possibilité d'avoir des tables bien garnies et une grande offre de nourriture n'est pas une évidence. Profitons de l'occasion de réfléchir et d'agir raisonnablement et humainement.

L'exposition du musée Rosgarten de Constance a été prolongée jusqu'au 30 décembre 2010, elle est ouverte de mardi à vendredi de 10 à 18 h, le dimanche et les jours fériés de 10 à 17 h. Fermé le lundi.

Tél. +49 7531 900 246, [www.rosgartenmuseum.de](http://www.rosgartenmuseum.de) ou Städtische Museen Konstanz

Source: Recettes tirées de *Traditionelle Gerichte der Bodenseeregion*. Aus Familienüberlieferung und alten Kochbüchern, actualisé par Fridolin Berchtold, ancien Chef de cuisine du Château de Wolfsberg, Ermatingen (CH)



## Kartoffelsalat

Vorbereitung: 20 Min.  
Zubereitung: 60 Min.

Erstmals 1597 in einem englischen Kochbuch erwähnt. In Deutschland seit 1621 als Rezept bekannt.

Süddeutsche/Vorarlberger Zubereitung: Festkochende Kartoffeln kochen, so warm wie möglich schälen, dünn schneiden, gehackte Zwiebeln dazu geben. Aus Senf, weißem Essig, kräftiger Brühe, etwas Salz und schwarzem Pfeffer eine Marinade zubereiten, aufkochen und heiß über die Kartoffeln geben, 5 Minuten ziehen lassen. Eine Salatgurke auf die Kartoffeln raffeln, etwas Raps- oder Sonnenblumenöl dazu geben, vorsichtig mit den Händen durchmischen. Kartoffelsalat soll glänzen.

Zutaten für 4-5 Personen:  
1 kg Hüftdeckel oder Tafelspitz vom Rind, 2 Ruebli, 1 Sellerieknoche, 1 Lauch, 3 Zwiebeln, 5 Lorbeerblätter, 5 ganze Nelken, 1 Esslöffel Wacholderbeeren, 1/2 Esslöffel Pfefferkörner, 1 Liter saurer Most (am besten vom Vorjahr), 0,5 Liter Süßmost, 1 dl weißer Essig, 1 Esslöffel Tomatenpüree, 1 Becher Sauerrahm, nach Belieben einen Schuss „Riesling-Marc“

## Ermatinger Mostbraten

Vorbereitung: 40 Min.  
Zubereitung: 90-120 Min.

Zubereitung: Aus dem in Würfel geschnittenen Gemüse, den Zwiebeln, allen Gewürzen, dem sauren und süßen Most sowie dem Essig eine Beize herstellen und das Fleisch darin 4-5 Tage an einem kühlen Ort ziehen lassen. Das Gefäß mit einem Tuch abdecken, so dass auch die Oberseite des Fleisches mit der Beize befeuchtet ist.

Danach das Fleisch aus der Beize nehmen und trocken tupfen, die Beize passieren, so dass Gemüse und Gewürze auch trocken werden. Die Beize unter ständigem Rühren aufkochen, bis sie klar ist, nochmals passieren und zur Seite stellen.

Tipp: Rühren beim Aufkochen der Beize ist sehr wichtig, da sie sonst anbrennt und so ungenießbar wird.

Das trockene Fleisch mit Salz und Pfeffer würzen, leicht mit Mehl bestäuben und in einem Schmortopf in heißem Öl anbraten und zur Seite stellen. Danach das Gemüse mit Speckresten oder -schwarten in den Topf geben und ebenfalls anrösten. Das Tomatenpüree begeben und auch kurz anbraten, alles mit etwas Mehl bestäuben und mit der Beize auffüllen. Das Fleisch dazu geben und im Ofen leicht 1-1,5 Stunden schmoren lassen, bis es weich ist. Der Sauce den Sauerrahm begeben und nochmals abschmecken. Die Sauce kann auch passiert werden und mit Garnituren wie getrockneten Apfelschnitzen oder gedörrten Zwetschgen angerichtet werden.




## Sommet de la Francophonie à Montreux: Le G 192 prime sur le G 8 et le G 20

hd. Du 22 au 24 octobre 2010, la Suisse a organisé et présidé le XIII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie et a repris pour deux ans la présidence de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qui fête cette année ses 40 ans d'existence.

A la suite des efforts de l'Assemblée générale de l'ONU en faveur d'un G 192, le Sommet a envoyé un nouveau signal en faveur de la démocratisation et du multilatéralisme dans toutes les relations internationales et contre la suprématie

d'une région linguistique et d'une culture. Selon Sarkozy, le système financier en vigueur jusqu'ici, d'inspiration anglo-saxonne, a précipité le monde dans la dernière crise économique mondiale et poussé de nombreux habitants des Etats pauvres d'Afrique et d'autres pays en développement au bord de l'abîme.

Pour Abou Diouf, Secrétaire général de l'OIF, réélu pour un troisième mandat, les propositions du G 20 ne sont légitimes que si elles servent les intérêts des 172 Etats.

Dans son souci de donner à l'OIF une importance politique accrue, la Présidente de la Confédération Doris Leuthard a précisé dans son discours d'ouverture que le monde n'est plus disposé à accepter la suprématie exclusive de clubs puissants mais ne représentant qu'une petite minorité de pays, c'est-à-dire le G 8 et le G 20.

Nous reproduisons ci-après des extraits de déclarations relatives à ce Sommet.

### «Le G 192, j'y crois»

Extrait du discours de Nicolas Sarkozy, Président de la République française, du 23 octobre 2010

[...] Mais quels sont ces chantiers décisifs qu'il nous faut faire avancer dès l'année 2011?

Le premier, c'est celui de la réforme du système monétaire international. Qui, aujourd'hui, pourrait se lever pour me dire que l'instabilité des changes ne fait pas peser une lourde menace sur la croissance mondiale? Est-ce que l'on va continuer à se faire des reproches, à s'envoyer des anathèmes, à dénoncer des attitudes unilatérales alors que ne nous sommes pas capables de définir un système multilatéral? Nous nous en sortirons tous ensemble ou nous échouerons tous ensemble.

La France propose d'aborder ce débat sur le système monétaire international sans tabou. Mais qui peut contester que Bretton Woods c'était en 1945, à une époque où, au fond, il y avait une monnaie et une grande économie. Les choses n'ont-elles pas changé depuis 1945? Devons-nous nous attacher à un système qui a vécu et qui ne fonctionne plus ou devons-nous avoir le courage d'imaginer ensemble, en se coordonnant, comment on peut créer les bases d'un nouveau système monétaire international?

A quoi sert de parler de stabilité si l'instabilité des changes s'étale aux yeux du monde entier chaque jour qui passe?

Il y a un deuxième chantier que la France souhaite ouvrir, c'est celui de la volatilité extravagante des prix des matières premières.

Qui ne se souvient des «émeutes de la faim» à Haïti ou en Afrique quand les prix de certains produits alimentaires ont brutalement explosé en 2008? Est-ce qu'on a déjà oublié cela? Combien faudra-t-il d'émeutes, de guerres, de drames pour que nous comprenions que nous ne pouvons pas laisser faire cela? On vient me dire: «mais c'est la loi du marché». Non justement, ce n'est pas la loi du marché, c'est la loi de la spéculation, c'est la loi du refus de la transparence, c'est la loi de l'intérêt de quelques-uns sans que personne ne puisse dire où vont des milliards de dollars qui sont soustraits aux Etats, aux producteurs et aux pays? Cette situation ne peut pas durer parce qu'elle générera des guerres et des affrontements.

A-t-on déjà oublié les conséquences dramatiques pour l'économie mondiale des hausses brutales des prix du pétrole et du gaz, suivies de baisses tout aussi rapides? Avec un prix du baril de Brent, qui en quelques mois, passe de 40 à 140 dollars. Et n'opposons pas les pays consommateurs d'énergie et les pays producteurs d'énergie, ils ont en vérité le même intérêt: des prix trop bas de l'énergie sont une catastrophe, mais des prix trop élevés et c'est la mort pour tout le monde. Là encore, ayons le courage de dire que le marché ne fonctionne pas, parce que les prix des matières premières sont pris en otage par des mouvements spéculatifs que personne ne maîtrise. C'est à nous de prendre les voies et les moyens pour qu'au minimum il y ait la transparence sur la formation des prix et sur l'arrivée des bénéfices considérables qui sont réalisés.

Alors qui osera dire que le sujet est trop difficile et qu'il vaut mieux ne rien faire? Qui peut penser que quand on n'évoque pas les sujets difficiles, il ne vous rattrapent pas de la pire des façons?

Le troisième chantier que la France souhaite faire progresser et je ne me laisserai pas de plaider en faveur de ce chantier, c'est celui de la gouvernance mondiale,

dont nous avons déjà parlé au sommet de Québec.

Depuis lors, la Banque mondiale a adopté une réforme importante et le FMI est engagé, non sans débats vigoureux, dans la sienne. Mais enfin, nous représentons le tiers des Etats membres de l'ONU, qu'est-ce qui nous empêche de porter ensemble, devant l'Assemblée générale, la réforme indispensable des Nations Unies pour adapter l'organisation aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle? Nous avons changé de siècle, peut-on réfléchir à un changement de gouvernance?

Est-il normal qu'il n'y ait aucun membre permanent du Conseil de Sécurité émanant de l'Afrique? Un milliard d'habitants, dans trente ans deux milliards d'habitants, qui n'ont pas de représentation permanente. C'est un scandale.

Est-il normal qu'il n'y ait pas de représentant permanent du continent sud-américain au Conseil de sécurité? Pas un seul! Est-il normal qu'un pays comme l'Inde, qui sera bientôt le pays le plus peuplé du monde, n'y soit pas? Et même, est-il normal que des pays soient absents alors qu'ils pèsent dans l'économie du monde – je pense au Japon, je pense à l'Allemagne –, parce que leurs dirigeants avaient fait le mauvais choix au moment de la Seconde guerre mondiale? Nous sommes au XXI<sup>e</sup> siècle, nous ne sommes plus au XX<sup>e</sup> siècle.

J'ai entendu, Madame la Présidente, votre inquiétude sur le fait qu'un petit nombre d'Etats prendraient en main la résolution de problèmes qui concernent, vous avez raison, tous les Etats du monde. Mais alors ayons le courage d'aller jusqu'au bout. Le G 192, j'y crois, mais à condition qu'il ait le courage de prendre des décisions! Et le système qui consiste à dire: «on ne prend de décision que si tout le monde est d'accord», c'est un système qui est condamné parce que c'est un système qui fera le lit de l'immobilisme, du conservatisme et donc, à l'arrivée, de ceux qui ne veulent rien faire. Nous n'avons pas le choix. Si nous voulons garder ce système, il faut le réformer et la réforme intérimaire du Conseil de Sécurité, je le dis, elle est indispensable.

Je poserai également un quatrième sujet qui est passionnant et qui concerne la Francophonie au premier plan, c'est celui des financements innovants. Il y a quelque chose auquel je suis très attaché et qui à mes yeux compte plus que tout, c'est le respect de la parole donnée. Quand on n'est pas d'accord, il faut dire non; quand on est d'accord il faut dire oui; mais on ne peut pas dire oui et faire non. Vous voulez savoir où je veux en venir? Je m'explique.

A Copenhague, nous avons apposé notre signature sur un document qui prévoit 100 milliards à partir de 2020 pour l'Afrique et pour les pays les plus pauvres. Qui va oser dire à l'Afrique que nous serons au rendez-vous de ces sommes colossales en faisant simplement appel à nos budgets qui sont tous, sans exception, en déficit? Si on veut tenir notre parole – et il faut la tenir – à l'endroit de l'Afrique, alors il faut poser la question des financements innovants. Peu importe que ces financements innovants soient une taxe sur les transactions financières, une taxe sur les containers de bateaux, une taxe sur les connections internet. Mais qui ne voit que si nous ne donnons pas les moyens aux pays les plus pauvres de construire les fondements de leur croissance, c'est nous, les pays les plus riches, qui serons les premiers à payer la facture en ne maîtrisant pas les

### «Transcender les clivages des groupes régionaux et politiques»

Extrait du discours de Doris Leuthard, présidente de la Confédération lors de l'ouverture du XIII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie

La Francophonie s'emploie à faire vivre et à renforcer la diversité culturelle et linguistique, si chère à nous les Suisses. Avec notre allemand, notre italien, notre romanche et notre français, nous vivons en permanence cette diversité qui a forgé, dans mon pays, cet esprit de respect mutuel indispensable à une coexistence pacifique entre personnes de divers horizons. [...]

Parmi les défis que j'ai mentionnés, nous en avons retenu trois qui nous semblent prioritaires, et pour lesquelles nous pensons que la Francophonie est à même d'apporter des réponses en tant qu'acteur majeur des relations internationales.

Premièrement, nous aurons à préciser la place que nous souhaitons donner à la Fran-

cophonie dans la gouvernance mondiale et son influence au sein des enceintes internationales. Pour cela, certaines questions doivent être posées sans détour:

Comment la Francophonie peut-elle nous permettre de transcender les clivages des groupes régionaux et politiques pour peser sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU?

Dans le même état d'esprit, comment la Francophonie peut-elle mieux peser sur le G 8 et le G 20 afin d'éviter qu'un nombre restreint d'Etats prenne, en dehors des instances internationales reconnues, des décisions qui concernent l'ensemble de la communauté des Nations? [...]

Source: [www.admin.ch](http://www.admin.ch)

### «Nous, francophones, défendons une manière de penser, de lire le monde, d'envisager le progrès de l'humanité»

par Micheline Calmy-Rey, conseillère fédérale, présidente du département fédéral des Affaires étrangères, présidente du Conseil des ministres de la Francophonie

Penser en français au sein du gouvernement, c'est adopter un lieu de pensée différent de celui de mes collègues allemands, au-delà des clivages politiques. Avec un bagage culturel francophone, j'aborde un problème différemment, j'évoque d'autres références, j'ai une autre perception de la réalité nationale et internationale. La force de la Suisse est là, dans sa capacité de penser en plusieurs langues.

La Suisse est formée de parties constitutives – les cantons –, non d'une majorité et de minorités. Et le français est l'une des composantes de l'identité suisse, ni plus ni moins importante que l'allemand, l'italien ou le romanche. Ainsi, ce n'est pas la Suisse romande mais la Suisse entière qui fait partie de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Cela nous distingue du Canada ou de la Belgique, représentés par leur gouvernement fédéral mais encore par le Québec, le Nouveau Brunswick et la Wallonie.

La Suisse possède donc une place emblématique au sein de la Francophonie [...] parce qu'elle incarne l'horizon multilingue que représentent justement les Etats de l'OIF. Nous mettons notre expérience institutionnelle, fédéraliste, respectueuse des particularités, au service de ce grand dessein qu'est la promotion de la diversité culturelle, tout en sachant que renforcer la présence du français dans le monde c'est, en retour, renforcer le multilinguisme suisse.

Les langues, dans leur diversité, véhiculent l'élaboration et la transmission des savoirs, dans les lettres comme dans les sciences. L'expérience suisse dit bien que la défense d'une langue n'implique pas d'emblée l'affrontement avec les autres langues. La Francophonie se fait l'écho de la même devise: elle n'est pas une «gendarmérie» linguistique qui opposerait le français à d'autres idiomes, mais elle combat les risques de l'unilinguisme. Pourquoi utiliser un piètre anglais de colloque s'il est possible de dire les choses en français, la précision, la sensibilité et la subtilité en plus?

La langue française colporte tout un héritage, littéraire et philosophique, qui détermine aujourd'hui les rapports entre les êtres humains. Que seraient la démocratie, la liberté, les droits humains – annoncés par Rousseau dans le «Contrat social» – sans l'apport intellectuel francophone? Les idées des Lumières, dont nous sommes si fiers, ne sont-elles pas intimement liées à la langue française? Le français n'a-t-il pas servi à Senghor pour nous conduire vers la compréhension entre les peuples? Nous, francophones, défendons une manière de penser, de lire le monde, d'envisager le progrès de l'humanité. Avec notre français, avec nos français, nous contribuons à une mondialisation plurielle. L'espace culturel francophone doit, en Suisse et dans le monde, défendre son aire d'influence.

Source: *Le Temps* du 20/10/10 (extraits)

courants migratoires et en affrontant, avec le changement climatique, de véritables guerres qui seront les guerres de la faim et les guerres de l'eau.

Nous n'avons pas le choix. Nous ne pouvons pas, quelles que soient les conséquences de la crise, réduire notre aide au développement. La question des financements innovants est une question centrale. Je sais qu'elle divise entre nous mais enfin, mes chers amis, si nous ne parlions que des sujets sur lesquels nous sommes spontanément d'accord, on peut lever

la séance tout de suite et profiter de Montreux! Je n'ai pas compris que les sommets ne devaient servir qu'à parler des sujets qui n'intéressent personne. La question du développement est un sujet majeur, absolument majeur. [...]

